

Un nouvel aspect de l'affaire Djilas

La crise qui a ouvertement éclaté dans la direction de l'ex-Parti Communiste Yougoslave autour du cas Djilas est naturellement en définitive une expression du divorce qui existe entre la politique de cette direction et les problèmes posés par la reconstruction socialiste dans un pays donné, la Yougoslavie, dans des conditions internationales données.

La prise du pouvoir ne termine pas la Révolution ; elle clot simplement une de ses phases et en ouvre une autre dans laquelle, sous d'autres formes, la lutte de classe continue aussi bien que ses expressions politiques.

La voie vers l'achèvement du socialisme, l'accès à la phase supérieure du communisme, loin d'être marquée par le dépérissement rectiligne et de plus en plus accentué des classes, de l'Etat, des partis, et par conséquent de la lutte de classes, est en réalité beaucoup plus sinueuse, avec des bonds en avant et des reculs, avec l'apparition constante de nouvelles contradictions et de nouveaux problèmes ; seule la résultante moyenne de cette évolution, au bout de toute une période et dans des conditions internationales favorables, pouvant être considérée comme étant rapprochée de cette étape supérieure d'organisation sociale. Nous nous trouverons en réalité à ce moment non dans la phase d'expériences de reconstruction socialiste nationalement cloisonnées, dans les limites de tel ou tel pays, mais du triomphe de la Révolution mondiale (du moins sur la plus grande partie du globe) et de l'articulation organique et de la planification sur une échelle internationale des économies nationales. D'ici là, la voie du « socialisme dans un seul pays » sera hérissée d'obstacles et de difficultés réapparaissant sans cesse, et qui ne seront éliminés que dans la jonction de ces expériences nationales avec la Révolution mondiale.

De cette compréhension et de ces perspectives découle naturellement toute une politique intérieure et extérieure à suivre entre temps dans les pays qui ont entrepris la reconstruction socialiste, tranchant fondamentalement avec celle des adeptes du « socialisme dans un seul pays ».

Les communistes yougoslaves ont rompu avec le stalinisme et le régime de la bureaucratie soviétique sur une série de conceptions et de pratiques très importantes, mais ils traînent toujours avec eux le handicap terrible de la

théorie du « socialisme dans un seul pays », qui fausse au fond tous les problèmes, aussi bien ceux de la politique intérieure que de la politique internationale.

Ils sont d'autre part toujours loin d'avoir renié fondamentalement la conception stalinienne du parti et de la dictature du prolétariat.

Ce bagage idéologique hérité du stalinisme s'accommode en réalité fort bien avec les penchants nationalistes et bureaucratiques que renforce l'installation au pouvoir du Parti révolutionnaire dans des conditions nationales et internationales défavorables, particulièrement quand il s'agit d'un parti disposant d'une faible base prolétarienne, d'une culture marxiste-révolutionnaire acquise pour beaucoup à l'école stalinienne, agissant dans un pays économiquement arriéré, et sans perspectives immédiates d'élargissement international de la Révolution.

Dans ces conditions, la théorie du « socialisme dans un seul pays » risque d'apparaître comme la plus accommodante pour le pouvoir et la plus consolatrice pour les militants et les masses. Mais elle n'en marque pas moins le crépuscule d'une orientation socialiste révolutionnaire pour la direction qui l'adopte, la rendant désormais incapable d'une juste appréciation des problèmes intérieurs et extérieurs.

C'est le cas de l'expérience que nous avons vécue et que nous vivons toujours avec l'U.R.S.S. C'est le cas aussi de la Yougoslavie.

La Yougoslavie pouvait infiniment moins que la Russie prétendre à un « socialisme » édifié, achevé, dans une perspective nationale. Et cependant c'est la voie entreprise par les dirigeants yougoslaves et qui les conduit plus rapidement qu'en U.R.S.S. à une impasse aussi bien pratique que théorique.

Voyons ce qu'il en est sur le plan théorique.

Le cas Djilas en témoigne suffisamment. Indépendamment de toute autre considération sur les idées de celui-ci (1), il devient évident qu'une des raisons de sa confusion pénible est son incompré-

(1) Voir dans *Quatrième Internationale*, janvier-février 1954, l'article de P. Frank : « A propos de l'affaire Djilas ».